

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
8e séance
tenue le
jeudi 18 octobre 1990
à 10 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 8e SEANCE

Président : M. RANA (Népal)

SOMMAIRE

Débat général sur toutes les questions relatives au désarmement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/45/PV.8
30 octobre 1990

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINTS 45 A 66 ET 35 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens à vous adresser les félicitations de ma délégation à l'occasion de votre élection à ce poste à un moment où votre tâche risque d'être très difficile. Vous représentez un pays avec lequel Sri Lanka a toujours eu des liens d'amitié. Nous tenons à vous assurer et à assurer les autres membres du Comité de notre plein appui et de notre coopération.

La profondeur des analyses et des commentaires dans les déclarations faites en séances plénières à la présente session de l'Assemblée générale soulignent la portée des changements qui sont intervenus récemment dans le monde. Nous avons vu les relations internationales se libérer des chaînes de la politique de la guerre froide. Nous avons vu des mesures concrètes être prises pour arrêter le surarmement, tant nucléaire que classique, sur le continent le plus armé, qui a été le théâtre de deux guerres mondiales dévastatrices. Nous avons également vu apparaître sur le devant de la scène les dimensions non militaires de la sécurité telles que la pauvreté, le dénuement, la dégradation de l'environnement et l'instabilité socio-économique qui touchent les régions les moins riches du monde. Les Nations Unies ont su jouer un rôle croissant et positif en s'acquittant de leurs responsabilités à l'égard de l'instauration et du maintien de la paix. Toutefois, des événements graves se produisent en diverses régions du monde où les tensions, le recours à la force et l'atteinte à la primauté du droit dans la conduite des relations entre Etats continuent d'être préoccupants.

M. Rasaputram (Sri Lanka)

Dans cette situation de changement - pour le meilleur ou pour le pire -, l'Organisation des Nations Unies et ses mécanismes multilatéraux apportent un certain degré de stabilité et de continuité à l'ordre international. Comme le Secrétaire général le souligne dans son rapport,

"Alors que s'ouvre l'ère de l'après-guerre froide, l'Organisation des Nations Unies constitue ainsi un îlot de stabilité dans le flux des événements." (A/45/1, p. 2)

Manifestement, l'évolution aussi bien positive que négative enregistrée récemment a souligné une réalité évidente, à savoir qu'il serait bon que les Etats reviennent au code de conduite choisi par les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. A la différence de la poursuite d'intérêts nationaux étroits par l'accumulation et l'utilisation de matériel militaire, la recherche de la sécurité partagée avec un minimum d'armements requiert de notre part un appui beaucoup plus vaste et un attachement beaucoup plus profond. Cette détermination renforcera le rôle de la primauté du droit dans les relations internationales, primauté si essentielle pour le maintien et le développement de notre système d'Etat-nation.

Cette année, plus que jamais, nos débats en Première Commission devraient faire siennes les sages paroles du Secrétaire général. Elles ont trait au caractère central de la compétence de l'Organisation des Nations Unies dans l'effort international mené sur un large front pour garantir la sécurité de la totalité de ses Etats Membres à des niveaux d'armement de plus en plus bas. Alors que nous entrons dans une ère de sécurité partagée grâce à la coopération et alors que les doctrines de la guerre froide entrent, du moins nous l'espérons, dans le domaine du passé, nous devons nous efforcer de faire un meilleur usage du potentiel multilatéral de l'ONU afin de globaliser les développements positifs et de réagir efficacement aux développements négatifs.

Recourir à l'Organisation des Nations Unies de manière sélective dans le seul but de faire face aux événements, particulièrement en temps de crise, négligeant ainsi son potentiel préventif, n'est pas à la hauteur des complexités de l'ordre mondial auquel nous aspirons tous. Le programme de désarmement multilatéral - irréalisé pour la plus grande partie - dont nous discutons chaque année, offre quantité de mesures préventives qu'il est possible de prendre. Malheureusement, ce programme reste inaccompli. Par conséquent, nos débats devraient veiller cette année à combler cette lacune.

M. Rasaputram (Sri Lanka)

La relance du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la prise de mesures préventives dans le domaine du désarmement multilatéral augmenterait la capacité de l'Organisation à répondre à tous les types de situations et renforcerait son efficacité et son prestige. Nous espérons donc vivement que la présente session de la Première Commission donne lieu à des propositions axées vers l'avenir et l'action, à la hauteur du potentiel de désarmement que les nouveaux événements positifs ont fait apparaître.

L'annonce récente, de la part des deux superpuissances, d'un accord sur les forces classiques en Europe et d'un accord potentiel sur les armes nucléaires stratégiques est la bienvenue. Nous espérons que ces développements donneront un nouvel élan au processus lancé à la suite de l'accord conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée - le Traité FNI. Nous espérons également que le climat positif ainsi créé sera mis à profit pour étudier les mesures multilatérales complémentaires que l'on pourrait prendre sur les questions nucléaires dans le cadre des Nations Unies.

Etant donné le rôle de plus en plus efficace joué par l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de préserver et de promouvoir la sécurité de tous les pays, ne pas utiliser les possibilités offertes par les Nations Unies dans le domaine des questions nucléaires irait à l'encontre du but recherché. L'étude relative aux armes nucléaires achevée récemment par les Nations Unies fait clairement ressortir les inquiétudes renouvelées concernant les incidences juridiques, politiques et écologiques de la poursuite de la production et de l'amélioration qualitative des armes nucléaires ainsi que des questions connexes de non-prolifération. De toute évidence, une action multilatérale dans le cadre des Nations Unies s'impose si l'on veut que la communauté internationale puisse répondre à ces préoccupations dans leurs relations mondiales et régionales. La nécessité d'une telle action multilatérale est un thème qui a constamment été repris à l'Assemblée générale et, plus récemment, à la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération (TNP) qui s'est achevée à Genève il y a quelques semaines.

Il existe plusieurs domaines pour lesquels une action multilatérale pourrait être envisagée. Une question pour laquelle ce type d'action serait particulièrement approprié est celle de la cessation de la production de matière fissible aux fins

M. Rusaputram (Sri Lanka)

de fabrication d'armes nucléaires. Les circonstances semblent être particulièrement favorables au lancement de négociations visant à mettre au point un instrument multilatéral répondant à cet objectif, qui pourrait largement contribuer à répondre aux préoccupations en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Nous espérons que les résolutions pertinentes qui seront prises par la Première Commission envisageront l'adoption de mesures appropriées prévoyant la participation des Etats dotés d'armes nucléaires actuels, ainsi que des Etats possédant une importante capacité en technique nucléaire. Une telle action multilatérale constituerait une mesure de confiance importante de caractère non discriminatoire ainsi qu'une réaction positive à la préoccupation croissante à l'égard des conséquences écologiques néfastes de la poursuite de la production et du traitement de matières premières à l'usage des armes nucléaires.

La quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du TNP a achevé ses travaux à Genève il y a quelques semaines. Etant donné l'importance des dispositions du Traité s'agissant de diverses questions de désarmement discutées en Première Commission, quelques observations s'imposent à cet égard. La Conférence d'examen a été incapable d'adopter une déclaration finale. Sri Lanka considère néanmoins que ça a été une bonne Conférence. Elle a permis d'évaluer dans quelle mesure le Traité est opérationnel. Elle a pu parvenir à un accord sur des aspects importants de l'application du Traité et sur les mesures à prendre à l'avenir. Un consensus a pu être réalisé sur des questions essentielles relatives aux garanties et aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ainsi que, dans une certaine mesure, en matière d'assurances de sécurité négative. Même sur la plupart des questions sensibles relatives à l'article VI, il y a eu un large degré d'accord, bien qu'il n'ait pas été possible de s'entendre sur la question d'une interdiction complète des essais nucléaires.

A notre avis, l'absence d'un document final concerté ne remet nullement en cause la validité ou le fonctionnement du Traité. Ce qui ressort manifestement de ce qui s'est produit, ou qui ne s'est pas produit, à la quatrième Conférence d'examen, c'est que les Etats parties ont défini les domaines essentiels nécessitant une action future, tels que la question d'une interdiction complète des essais nucléaires.

La réalisation d'un traité multilatéral d'interdiction complète est liée intégralement à la réalisation des objectifs et des dispositions du TNP. Le fait que certains Etats dotés d'armes nucléaires n'ont pas été en mesure d'accepter

M. Rasaputram (Sri Lanka)

un compromis laborieusement formulé sur la question montre qu'il faut redoubler d'efforts pour parvenir à cet objectif prioritaire recherché depuis longtemps. Ces efforts renouvelés doivent être faits à tous les niveaux et dans toutes les instances appropriées.

La prochaine conférence d'amendement sera l'occasion d'examiner les mesures qu'il convient de prendre à titre prioritaire et dans un esprit constructif. On admet généralement pour différentes raisons que tous les pays attachent de l'importance à cette question. Dans ces circonstances, il conviendrait de saisir l'occasion qu'offre la conférence d'amendement pour trouver un moyen d'honorer les engagements pris de bonne foi dans les traités pertinents. Sri Lanka se réjouit à la perspective d'une évaluation honnête des possibilités qui se présenteront à la conférence d'amendement de parvenir à cet objectif. Les résolutions que nous adopterons devront en tenir compte.

Les préoccupations légitimes suscitées par les arsenaux nucléaires et la priorité traditionnellement attachée à cette question ne devraient pas dissuader la communauté internationale d'examiner de manière appropriée les questions de désarmement classique. Sri Lanka et, en fait, bien d'autres pays ont souligné le caractère opportun d'une telle mesure, aussi bien à Genève qu'ici, à New York. Nous nous félicitons des progrès importants réalisés dans le sens d'une réduction sensible des forces classiques en Europe. Nous espérons que ce processus se poursuivra et qu'il s'orientera vers de nouvelles réductions. Bien que la formule européenne ne puisse aisément s'appliquer ailleurs, les questions mondiales et régionales des armements classiques devraient bénéficier de l'attention des Nations Unies. Le fait que toutes les guerres qui ont eu lieu depuis la seconde guerre mondiale ont été menées avec des armes classiques devrait être une raison suffisante pour que les Nations Unies examinent les voies et moyens d'adopter des mesures concrètes en matière de désarmement classique.

Les conflits d'intensité diverse qui se poursuivent à l'intérieur des Etats et entre eux imposent souvent des fardeaux socio-économique très lourds aux petits pays en développement. Ceux-ci ont travaillé résolument pour que l'accent soit davantage mis sur la nécessité d'accorder la priorité à cette question. Dans le commerce des armes classiques, les intérêts mercantiles semblent avoir pris le dessus, le résultat étant d'assurer l'offre d'armes perfectionnés à des groupes irréguliers divers.

M. Rasaputram (Sri Lanka)

L'acquisition d'armes modernes par ces groupes non seulement menace la stabilité et la sécurité des gouvernements démocratiquement élus de petites nations, mais contribue également à détruire leur potentiel de développement économique par des activités terroristes. Le commerce des armements sans surveillance ni évaluation adéquates de la part de la communauté internationale peut amener des troubles internes aux niveaux régional et international. La question d'une plus grande participation des Nations Unies visant à mettre fin aux transferts actuels d'armes à des groupes non reconnus et irréguliers n'a pas été traitée, jusqu'à présent, de façon à prévoir une évaluation, encore moins une solution.

Les débats de la Commission du désarmement en la matière devraient se dérouler dans un cadre réaliste et orienté vers l'action afin que les Nations Unies puissent trouver les moyens d'arrêter les effets déstabilisants du libre transfert d'armes à divers groupes irréguliers. Ainsi, les mesures prises par les Nations Unies dans d'autres domaines, tels que le trafic des stupéfiants et le terrorisme, seraient renforcées. De nombreux pays en développement sont devenus les victimes du soutien que s'apportent mutuellement les trois activités suivantes : le trafic de drogues, la contrebande des armes et le terrorisme. Dans un contexte plus large, l'action internationale concernant l'évaluation, la réglementation et, finalement, l'arrêt du commerce illégal des armes contribuerait très largement à la sécurité des plus petits pays en développement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales, car elle aurait pour effet de dissuader ceux qui envisagent la militarisation de systèmes démocratiques dans beaucoup de ces pays.

La plupart des conflits régionaux et des troubles internes sont dus essentiellement à l'absence de sécurité économique dont souffre la vaste majorité de la population des pays en développement. L'histoire montre qu'une croissance économique rapide et la réduction des inégalités ont permis d'améliorer davantage la sécurité générale que les mesures de désarmement à elles seules. La paix intérieure doit donc s'appuyer sur la ferme volonté de parvenir à une sécurité commune qui englobe la sécurité économique. Nous n'avons pas accordé une attention suffisante au lien vital existant entre le désarmement et le développement. Envisager la sécurité mondiale et classique uniquement sous l'angle de la réduction des armements reviendrait à méconnaître les causes sous-jacentes et les symptômes qui, de temps à autre, font surface et qui sont dus aux facteurs économiques et

M. Rasaputram (Sri Lanka)

sociaux. Il est indispensable que nous envisagions la sécurité mondiale sous l'angle d'une réduction des dépenses militaires et d'une limitation des armements tout en tenant compte du lien existant avec le développement économique.

Nous savons que la pauvreté et la dégradation de l'environnement sont liées. Mais on s'inquiète de plus en plus de la pollution de l'environnement due à la militarisation. La croissance des industries fabriquant des armes de plus en plus destructrices et l'utilisation de ces armes dans des conflits intérieurs ont entraîné le déplacement de populations, créant ainsi une troisième catégorie de réfugiés - les réfugiés de l'environnement - qui vient s'ajouter aux catégories existantes de réfugiés politiques et économiques. L'utilisation éventuelle d'armes mortelles modernes fait courir de sérieux risques à l'environnement, lesquels en se combinant, peuvent avoir pour effet de détruire la vie sur la planète et de menacer les générations futures. Nous pensons que les suggestions de la Commission du désarmement pourraient aider utilement à préparer la Conférence sur l'environnement et le développement de 1992, compte tenu notamment de la relation qui existe avec le désarmement.

En matière de désarmement classique, ma délégation espère que la présente session de la Première Commission constituera un apport politique décisif aux négociations à la Conférence du désarmement de Genève pour la conclusion d'un traité d'interdiction totale des armes chimiques. Les négociations de Genève ont considérablement progressé sur le plan technique cette année, mais, comme beaucoup d'autres, nous regrettons que l'on n'ait pas pu en faire plus pour réduire les divergences de vues sur des questions politiques essentielles relatives au traité. Nous rendons hommage à la présidence compétente et dévouée de l'Ambassadeur Hyltaneus de la Suède qui a travaillé inlassablement à faire avancer les négociations. Sri Lanka a toujours été favorable à la conclusion aussi rapide que possible d'un traité non discriminatoire englobant une interdiction totale et sans réserve de ces armes odieuses. Nous partageons également l'opinion générale selon laquelle le traité et son application devraient avoir un caractère véritablement multilatéral et que seul un tel cadre conceptuel permettrait d'en assurer l'universalité. Nous continuons de penser que la meilleure façon d'assurer l'universalité est de rendre le traité attrayant pour tous les pays, et non pas d'utiliser des moyens tactiques, car aucun pays ne peut être persuadé par la force des armes de signer un accord ayant force obligatoire sur le plan international.

M. Rasaputram (Sri Lanka)

En tant que pays en développement qui estime que son écosystème est précieux pour son existence matérielle et son développement, nous partageons l'opinion selon laquelle la destruction des armes chimiques devrait être effectuée de manière à ne pas mettre en danger l'environnement. Nous estimons qu'il importe avant tout de faire de nouveaux efforts pour conclure le traité dans un délai fixé, puisque certaines des questions politiques en suspens ne pourront peut-être pas être résolues, à moins qu'elles ne fassent l'objet de négociations tenaces durant la phase finale des négociations. Nous espérons donc que le projet de résolution que nous adopterons donnera l'élan politique nécessaire pour encourager les négociateurs de Genève à s'engager dans cette phase décisive des négociations.

Au moment où nous passons d'une ère de guerre froide et d'affrontements à une ère de coopération multilatérale pour la sécurité et le bien-être des pays, l'espace extra-atmosphérique semble être un domaine qui pourrait profiter considérablement de ces efforts de coopération. La coopération dans l'espace extra-atmosphérique ne doit pas mener au déploiement d'armes, offensives ou défensives, dans cet environnement, mais doit faciliter une coopération internationale positive pour le plus grand bien de l'humanité. L'adoption de mesures collectives dans ce sens, et notamment de mesures destinées à empêcher la concurrence en matière d'armements, revêt une plus grande importance à mesure que l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique devient une affaire véritablement multinationale. Etant donné les investissements qu'un nombre croissant de pays continuent de faire dans l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, et étant donné les incidences que cette utilisation peut avoir sur le plan économique et sur le plan de la sécurité pour tous les pays du monde, il est urgent d'envisager la nécessité de préserver ce dernier espace pour que l'humanité tout entière en profite. La mobilité évidente de la capacité spatiale indique, semble-t-il, qu'il serait imprudent d'attendre les premiers indices de prolifération pour prendre les premières mesures préventives. Recourir à des solutions techniques pour régler les problèmes de sécurité spatiale plutôt qu'à des solutions diplomatiques, serait une méthode sans lendemain comme cela a été le cas dans beaucoup d'autres domaines de la technologie des armements.

Il convient donc de saisir l'occasion qui se présente actuellement de prendre des mesures multilatérales significatives afin de prévenir une tentative de déstabilisation de l'espace extra-atmosphérique par les armes. Cette année, nous

M. Rasaputram (Sri Lanka)

sommes heureux de constater que le Comité spécial de l'espace extra-atmosphérique de la Conférence du désarmement a obtenu de meilleurs résultats sur le plan qualitatif. Le Comité a réaffirmé qu'il était urgent et important de prévenir une tentative de déstabilisation de l'espace extra-atmosphérique par les armes et il a mis au point un texte de consensus sur la manière de procéder pour atteindre cet objectif. On a reconnu le caractère complémentaire des efforts bilatéraux et multilatéraux et l'importance des négociations bilatérales. Nous pensons donc qu'il est possible de concentrer notre attention sur des éléments d'intérêt commun sans préjuger la position d'aucune délégation en ce qui concerne la conclusion éventuelle d'un ou de plusieurs accords permettant d'atteindre l'objectif recherché qui est de prévenir la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

On a également reconnu l'utilité d'une participation des experts et la nécessité d'assurer la transparence des activités relatives à l'espace extra-atmosphérique pour atteindre l'objectif du Comité spécial. Nous nous réjouissons donc d'utiliser ces domaines d'entente lors des consultations sur un projet de résolution. Cela aiderait le Comité spécial de la Conférence du désarmement à faire progresser les travaux utiles qu'il a pu effectuer cette année. La délégation sri-lankaise prendra l'initiative des travaux collectifs et participera activement à ces travaux, sur le projet de résolution relatif à l'espace extra-atmosphérique, qui bénéficie traditionnellement d'un large appui au sein de cette commission.

Enfin, la responsabilité de l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix devrait incomber à toutes les nations. Le Comité spécial de l'océan Indien, lors des deux sessions de 1990, a été en mesure de réaliser d'importants progrès dans ses travaux préparatoires. Il a pu adopter un projet d'ordre du jour de la Conférence de Colombo dont il était saisi depuis plusieurs années. Le Comité, lors de la première lecture du projet de règlement intérieur de la Conférence de Colombo, a été en mesure de parvenir à un accord provisoire sur la plupart des articles.

M. Rasaputram (Sri Lanka)

Comme indiqué dans la résolution 44/120 de l'Assemblée générale, des progrès sensibles ont également été faits en ce qui concerne le travail préparatoire de fond du Comité. On se souviendra que les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunis à Belgrade en 1989 ont rappelé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité la responsabilité qui leur incombait de participer à la Conférence de Colombo pour discuter de l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. Nous espérons que la communauté internationale oeuvrera de concert à cette fin. Le Sri Lanka, qui a pris l'initiative de ces propositions, est fermement attaché à la convocation de la Conférence à Colombo en 1991.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole au prochain orateur, je voudrais souhaiter une très chaleureuse bienvenue aux participants du Programme de bourses des Nations Unies en matière de désarmement pour 1990. Je crois comprendre que dans le cadre de leur programme d'études à New York, les boursiers assisteront aux séances de la Première Commission. J'espère qu'ils tireront profit de ses débats.

M. PAWLAK (Pologne) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter sincèrement de votre élection unanime à la présidence de la Première Commission. Je suis convaincu que votre sagesse et votre exceptionnelle habileté diplomatique assureront le succès des travaux de la session. De même, je félicite les autres membres du Bureau de cette prestigieuse Commission.

Je saisis également cette occasion pour souhaiter la bienvenue parmi nous aux représentants du Secrétariat des Nations Unies : M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, et à M. Miljan Komatina, Représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies et Secrétaire général de la Conférence du désarmement.

Depuis notre réunion de l'année dernière, des événements sans précédent dans l'histoire de l'après-guerre se sont produits dans le monde entier. La communauté internationale a salué la fin de la guerre froide et la disparition des régimes totalitaires dans une bonne partie de l'Europe. Le processus de changement en Europe centrale et en Europe orientale, qui de fait a été inspiré par mon pays, a permis de surmonter une division dichotomique très nette du continent, vieille de plusieurs dizaines d'années, et pour jeter les bases de structures et de mécanismes

M. Pawlak (Pologne)

de sécurité et de coopération mieux adaptés et plus fiables. Selon nous, cela faciliterait le processus d'unification de l'Europe. Les conséquences de ces changements ne se limitent pas au vieux continent. Elles ont une incidence sur toute la situation internationale. La dichotomie traditionnelle des relations Est-Ouest a perdu son sens. L'affrontement et la rivalité entre les superpuissances a cédé le pas au dialogue et à la coopération. On reconnaît de plus en plus la nécessité de renforcer la primauté du droit dans les relations internationales. L'ouverture et la transparence en matière militaire sont désormais considérées comme des facteurs décisifs pour renforcer la sécurité. Les succès remportés récemment par l'ONU, notamment dans le règlement des conflits régionaux, ont renforcé son rôle et son autorité et ont ouvert en même temps de nouvelles possibilités à l'Organisation et à ses organes de s'acquitter des responsabilités qui leur incombent aux termes de la Charte.

Pendant presque toute l'année, l'aspiration naturelle des peuples à la paix, à une sécurité durable et au relâchement des tensions dans tous les domaines des relations internationales semblait comme jamais auparavant avoir les meilleures chances de se concrétiser. Toutefois, dans la matinée du 2 août, nous avons compris une fois de plus combien la paix était fragile. Nous avons appris que la fin de la guerre froide et le rapprochement entre l'Est et l'Ouest n'avaient pas éliminé automatiquement toutes les menaces à la paix internationale et à la sécurité dans le monde. Nous avons compris aussi combien il était urgent d'éliminer les armes de destruction massive.

Leur existence même a constitué jusqu'ici une menace pour l'humanité. Cette fois, le monde est confronté à leur éventuelle utilisation sur une grande échelle, en particulier des armes chimiques. Pour éliminer une fois pour toutes la menace d'une prolifération des armes chimiques et de leur utilisation, il devient impérieux d'arriver rapidement à une interdiction générale et complète de telles armes. A cet égard, le récent accord soviéto-américain visant à mettre fin à la fabrication des armes chimiques et à détruire les stocks existants nous apporte une lueur d'espoir. Il faut y voir une nouvelle expression de leur volonté politique de limiter puis d'éliminer ces armes de destruction massive. Cet important indice devra être pris en considération par la Conférence du désarmement lorsqu'elle s'attaquera à l'élaboration d'une convention sur l'élimination complète des armes chimiques.

M. Pawlak (Pologne)

Malheureusement, les résultats des négociations de cette année sur la convention n'ont pas répondu à notre attente. Cela dit, nous devons reconnaître que le temps ne joue pas en notre faveur. La prolifération alarmante des armes chimiques et le danger croissant de leur utilisation dans les conflits nous rappellent cette réalité. D'un autre côté, nous sommes convaincus que les négociations sur la convention sont d'ores et déjà entrées dans leur phase finale et qu'elles pourront aboutir si les parties aux négociations s'y emploient. En outre, cette conviction a été considérablement renforcée récemment au cours du débat général à l'Assemblée générale lorsque la vaste majorité des Etats Membres ont mis l'accent sur l'urgence de faire aboutir les négociations sur l'interdiction complète, vérifiable et véritablement mondiale des armes chimiques. En collaboration étroite avec la délégation du Canada, la délégation polonaise présentera un projet de résolution sur cette question et mettra tout en oeuvre pour que la Première Commission l'adopte par consensus.

L'arrêt de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire restent une question hautement prioritaire. Tout en reconnaissant que des progrès ont été faits dans ce domaine, nous pensons néanmoins qu'ils ne peuvent être considérés que comme un premier pas dans la bonne direction et que bien des efforts sont encore nécessaires si l'on veut obtenir des résultats satisfaisants. La Pologne trouve encourageants les progrès importants enregistrés dans les pourparlers START sur la réduction des armes stratégiques, qui permettraient de réduire sensiblement les arsenaux nucléaires stratégiques de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Dès lors, nous espérons bien que le traité START sera conclu d'ici la fin de l'année. Nous trouvons encourageant aussi l'engagement renouvelé qu'ont pris les Etats-Unis et l'Union soviétique de poursuivre les négociations de Genève sur les armes défensives et spatiales.

Certains problèmes urgents liés au désarmement nucléaire restent cependant à résoudre. Je pense tout d'abord à la question de l'interdiction des essais nucléaires. La conclusion récente, par les Etats-Unis et l'Union soviétique, de protocoles de vérification au Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et au Traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, est positive et nous nous en félicitons. Toutefois, un climat politique propice et un sérieux rapprochement entre les grandes puissances ont suscité des espoirs justifiés quant à ces mesures plus radicales dans ce domaine.

M. Pawlak (Pologne)

C'est pourquoi il est vital que le Comité spécial rétabli par la Conférence du désarmement au titre de l'interdiction des essais nucléaires entame dès sa prochaine session des négociations de fond sur cette question. L'intention des Etats-Unis de participer pleinement à ces travaux augure bien de l'issue de telles négociations.

En examinant les questions nucléaires, nous ne pouvons méconnaître certains événements encourageants. Je fais allusion en particulier aux nouvelles tendances positives qui se manifestent de plus en plus dans ce domaine. Nous assistons à d'importants changements dans la perception du rôle des armes nucléaires dans le cadre des doctrines militaires. Au lieu de s'appuyer sur la notion de destruction mutuelle assurée, certains Etats dotés d'armes nucléaires s'efforcent de déterminer le niveau le plus faible de dissuasion nécessaire pour répondre à leurs besoins de sécurité. Ces tendances offrent de nouvelles possibilités en ce qui concerne nos efforts de désarmement nucléaire. Ils doivent donc être poursuivis et développés davantage.

Avant d'être en mesure d'éliminer les armes les plus meurtrières, nous devons tout mettre en oeuvre pour empêcher leur prolifération. Cette tâche est urgente, car depuis de nombreuses années déjà le monde voit croître le nombre d'Etats capables de fabriquer des armes chimiques. Une autre source de préoccupation est qu'un certain nombre d'Etats, dont certains sont dotés d'une grande capacité dans le domaine nucléaire, demeurent en dehors du champ d'application du Traité sur la non-prolifération. On peut donc dire que certains d'entre eux sont situés dans des zones où risquent d'éclater des conflits. La prolifération des armes de destruction massive, de même que celle de certaines armes classiques et de leurs vecteurs, a sans aucun doute un effet négatif sur la paix et la sécurité internationales. Elle ajoute également à la complexité de toute négociation portant sur la limitation des armements et le désarmement. Voilà pourquoi la prolifération ne doit pas échapper à notre contrôle. C'est pour cette raison que nous nous félicitons de la déclaration conjointe des Etats-Unis et de l'Union soviétique relative à la non-prolifération des armes nucléaires et des armes chimiques, des missiles capables de transporter de telles armes et de certains autres missiles et techniques de missiles, qui représente un progrès très important ouvrant des perspectives de solution à cette question.

M. Pawlak (Pologne)

Ces remarques m'amènent à la quatrième Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération qui vient de se conclure. Malgré le large consensus sur un vaste nombre de questions et malgré des concessions importantes faites au cours des dernières heures de la Conférence, il n'a pas été possible d'adopter un document de clôture. Devrions-nous, pour cette raison, considérer que la Conférence a été un échec? Selon nous, il n'en est rien. En fait, des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne certaines questions importantes telles que, par exemple, les assurances de sécurité ou les garanties totales. En outre, ce qui est extrêmement important aussi, les points de vue exprimés pendant la Conférence ont confirmé l'attachement de ses participants au Traité et leur volonté de renforcer le régime de non-prolifération. Le Traité sur la non-prolifération demeure l'instrument principal permettant de réduire la menace nucléaire et de promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. C'est pourquoi la Pologne estime avoir un intérêt vital au maintien de son efficacité et de sa viabilité et se prononce résolument en faveur du prolongement de ces opérations au-delà de 1995.

En même temps, la Pologne est gravement préoccupée par le lien qui se crée maintenant entre le Traité sur la non-prolifération et le Traité d'interdiction totale des essais. Si nous laissons s'établir ce lien, chacun d'entre nous risque d'être perdant à long terme.

L'Europe s'occupe maintenant d'éliminer les vestiges de sa division et, en même temps, de rechercher les bases d'un nouveau système de sécurité, fondé sur des prémisses différentes et propres à relever les défis de notre temps. Le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) joue un rôle essentiel dans cette entreprise en tant que mécanisme de coopération bien établi entre les pays européens avec la participation des deux superpuissances. A notre avis, un nouveau système de sécurité devrait incarner le concept d'une Europe unique et les valeurs de la démocratie, du pluralisme et de l'humanisme. Il devrait prévoir aussi des mécanismes appropriés pour gérer les crises et prévenir les conflits. Le désarmement devrait en constituer l'élément essentiel.

Les négociations de Vienne de 22 et de 34 Etats font partie intégrante de ce processus. La Pologne, qui participe activement à ces négociations, attache une importance particulière à la conclusion d'un traité sur les forces classiques.

M. Pawlak (Pologne)

Nous espérons que ce traité sera ratifié en novembre de cette année, comme prévu. Sa conclusion ne devrait pas constituer une fin en soi. Bien au contraire, elle devrait mener à une série de négociations visant à des éliminations et à des réductions encore plus importantes d'autres types d'armes et de matériel ainsi qu'à un certain nombre de mesures connexes. Ces mesures devraient, entre autres, assurer le caractère irréversible des changements intervenus dans la nature des forces armées et du potentiel industriel ainsi que dans l'utilisation des ressources. Nous attendons aussi avec impatience l'ouverture, peu après la ratification de l'accord sur les forces classiques en Europe, de nouvelles négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des forces nucléaires à courte portée.

Les changements politiques intervenus en Europe centrale et en Europe orientale, de même que l'amélioration générale de la situation internationale, ont déclenché des modifications dans le rôle des alliances militaires en Europe. L'Organisation du Traité de Varsovie, dont la Pologne est membre, a déjà perdu son caractère idéologique et perdra progressivement de son importance au fur et à mesure que le processus d'édification de l'unité européenne avancera. Toutefois, aussi longtemps que les alliances militaires continueront d'exister, nous préconiserons leur transformation de façon qu'elles acquièrent un caractère non hostile et coopératif. A cet égard, nous nous félicitons de la Déclaration de Londres relative à la transformation de l'Alliance nord-atlantique qui promet de contribuer dans une grande mesure à surmonter l'héritage de décennies de confrontation et à créer les structures politiques d'une nouvelle Europe. La Pologne approuve vigoureusement tous les efforts visant à éliminer des conceptions de blocs afin de résoudre les problèmes européens.

Une plus grande transparence en matière militaire est devenue l'un des objectifs principaux liés au désarmement dans la politique étrangère de la République de Pologne. Nous prenons une part active aux négociations de Vienne sur une nouvelle série de mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité, étant fermement convaincus que les résultats de ces négociations devraient augmenter le niveau existant de transparence et de prévisibilité dans les activités militaires, ce qui contribuerait encore à réduire la méfiance et à renforcer la sécurité en Europe.

M. Pawlak (Pologne)

Plus tôt cette année, la Pologne a, pour la première fois, publié sa doctrine militaire. Cette doctrine est totalement défensive. Elle n'est dirigée contre aucun Etat ni aucune alliance en particulier. Elle est dirigée exclusivement contre tout agresseur quel qu'il soit. Cette année également, la Pologne s'est unie à d'autres Etats pour rendre compte au Secrétaire général de ses dépenses militaires sous une forme normalisée. Nous avons l'intention de continuer à soumettre de tels rapports de façon régulière.

En outre, le Ministère polonais de la défense nationale a fait paraître une publication intitulée "Armée polonaise - faits et chiffres", qui contient des données détaillées sur le volume et la structure de nos forces armées. Cette publication a été diffusée, entre autres, au séminaire de Vienne sur les doctrines militaires.

M. Pawlak (Pologne)

Cette année a été riche en événements d'une importance cruciale pour ce qui touche au contrôle des armements, au désarmement et à la sécurité internationale en général. Par conséquent, la tâche qui nous attend est extrêmement sérieuse et véritablement exigeante. Nous devons examiner soigneusement la situation et nous efforcer de l'exprimer dans les termes qui conviennent à des résolutions applicables. Il faut donc non seulement réaliser des progrès dans l'examen des questions qui nous sont soumises, mais également, ce qui est plus important, élaborer des recommandations qui nous serviront de guide pour l'an prochain dans nos travaux sur le désarmement. Ma délégation est prête à apporter sa contribution en coopération avec toutes les autres délégations.

M. AZIKIWE (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis heureux de vous transmettre les sincères félicitations de la délégation nigériane à l'occasion de votre élection unanime à la présidence de la Première Commission. A en juger d'après vos contributions importantes au Conseil de sécurité et, récemment, à la dernière session de la Commission du désarmement, en tant que Président du Groupe de travail qui a conclu avec succès l'examen du point de l'ordre du jour intitulé "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud", ma délégation est convaincue cette année que la session de la Première Commission est dirigée avec la plus grande compétence. Nous félicitons également les autres membres du bureau. Je saisis également cette occasion pour souhaiter la bienvenue aux boursiers des Nations Unies qui sont parmi nous ce matin.

Depuis la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, le climat politique international a continué de s'améliorer. Les événements des 10 derniers mois, notamment les relations Est-Ouest, le prouvent. Les barrières idéologiques et les rivalités du passé cèdent le pas à des événements d'une importance capitale qui ont des répercussions profondes sur les relations internationales. Les deux superpuissances manifestent le désir et la volonté politique de négocier des réductions considérables des stocks d'armes classiques et nucléaires et de chercher à interdire les autres armes de destruction massive.

En Europe de l'Est, l'effondrement du mur de Berlin est le symbole des révolutions démocratiques qui ont abouti, récemment, à l'unification de l'Allemagne. En Afrique, la Namibie a enfin accédé à l'indépendance souveraine, grâce aux efforts résolus de l'Organisation des Nations Unies. Au Moyen-Orient, les deux Yémen se sont volontairement unis en une seule nation.

M. Azikiwe (Nigéria)

Tout aussi importants sont les déclarations et le comportement des hommes d'Etat qui ont contribué à former et à créer les perceptions de paix et de sécurité mondiales. A cet égard, la délégation du Nigéria félicite le Président de l'Union soviétique M. Gorbatchev, lauréat du prix Nobel de la paix 1990. Nous espérons que ce prix sera un encouragement pour tous les hommes d'Etat et contribuera par conséquent à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Malgré ces événements favorables, la paix et la sécurité durables sont encore un mirage. Les foyers de tension qui s'atténuent dans certaines régions du monde s'embrasent dans d'autres et comportent des conséquences qui risquent d'être plus catastrophiques pour la paix et la sécurité internationales. Ils compromettent rapidement les acquis très limités qui avaient été obtenus dans le domaine du désarmement. En un moment aussi prometteur pour la coopération internationale, on ne peut que déplorer la crise et le conflit qui sévissent actuellement dans le golfe Persique, la situation au Moyen-Orient, la question non résolue de la péninsule coréenne, les problèmes constants en Afghanistan, au Sahara occidental, en Amérique centrale et au Libéria, parmi d'autres. A des degrés divers, ils ont tous des répercussions directes sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales, ainsi que sur le rythme de nos travaux en Première Commission.

Nous sommes particulièrement consternés par les événements qui se déroulent au Libéria, où des milliers de personnes ont péri depuis décembre 1989. Paradoxalement, en dépit de la gravité de la situation, le monde semble avoir oublié les Libériens ou les avoir abandonnés à leur sort. A moins que nous ne soyons portés à croire que le Libéria est oublié parce qu'il n'est pas considéré comme représentant une valeur stratégique pour les grandes puissances, la communauté internationale doit se préoccuper de mettre rapidement un terme à la guerre civile qui fait rage dans ce pays actuellement. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas faire preuve de sélectivité dans notre façon d'appréhender le règlement des conflits et la poursuite de la paix et de la sécurité.

Outre ces menaces militaires, la question des menaces non militaires à la paix et à la sécurité, tant à l'échelle mondiale que sur le plan militaire, est de plus en plus admise et considérée comme nécessitant des mesures d'urgence d'une ampleur presque équivalente à celle prévue pour le désarmement militaire, car il ne saurait y avoir de désarmement mondial véritable et efficace qui ne soit pas fondé sur le

M. Azikiwe (Nigéria)

développement socio-économique et environnemental, aux niveaux national, régional et mondial. De fait, le désarmement, la détente internationale ou l'entente entre les superpuissances n'ont pas de sens pour ceux qui meurent de faim et de malnutrition ou qui vivent dans une pauvreté abjecte.

Dans notre monde interdépendant, le désarmement ne saurait être limité au souci immédiat de protéger la vie, mais devrait également s'étendre à l'interaction du désarmement et du développement. Bien que l'évolution récente des négociations en matière de désarmement nous ait donné des raisons d'espérer, cet espoir n'a pas été justifié et les perspectives des "dividendes de la paix" reculent rapidement. En d'autres termes, notre attention doit porter non seulement sur les menaces militaires qui entravent la réalisation de la paix et de la sécurité, mais également sur le développement économique mondial soutenu, la promotion de la justice sociale et la protection de l'environnement.

L'échec de la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui s'est tenue à Genève le mois dernier, nous rappelle de façon éloquente la nécessité de tempérer l'euphorie suscitée par l'évolution politique internationale et d'envisager de façon réaliste la nécessité d'utiliser de manière décisive l'occasion exceptionnelle que nous offrent ces changements positifs favorables à une paix et à une sécurité durables.

Le Traité sur la non-prolifération, qui est l'instrument de désarmement multilatéral le plus important pour limiter la dissémination des armes nucléaires à notre époque, n'a pas pu empêcher la prolifération verticale ni mettre un terme au perfectionnement des armes nucléaires. La Conférence d'examen est parvenue à un accord sur de nombreux points, mais elle a échoué essentiellement en raison de son incapacité à réaliser un consensus sur la question d'une interdiction complète des essais.

M. Azikiwe (Nigéria)

Ma délégation ne désire pas faire une autopsie de la quatrième Conférence d'examen. Cependant, nous ne pouvons manquer de souligner la nécessité pour nous de réfléchir à ses éventuelles conséquences néfastes sur la Conférence de prorogation de 1995. Il s'agit d'une situation qui demande un nouvel attachement aux objectifs du Traité sur la non-prolifération et à son but ultime : le désarmement nucléaire. Par-dessus tout, cette situation exige une réévaluation des positions de ceux qui demeurent opposés à la conclusion rapide d'un traité d'interdiction des essais.

Ma délégation est heureuse de constater que, en vertu de son succès extraordinaire à la session de mai 1990, la Commission du désarmement des Nations Unies a justifié la nouvelle confiance placée en elle et exprimée par l'initiative de rationalisation qu'a prise la Première Commission dans sa résolution 44/119 C. La réalisation la plus remarquable de la Commission du désarmement, depuis sa création en 1978, a été de pouvoir parvenir à un consensus sur quatre des questions figurant à son ordre du jour, soit la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement, le désarmement classique et la proclamation des années 90 comme troisième Décennie du désarmement. Nous ne pouvons qu'espérer une utilisation toujours plus efficace du rôle vital de la Commission du désarmement en tant qu'importante instance de délibérations et de recommandations sur les questions clefs du désarmement pour l'Assemblée générale.

Inversement, toutefois, la Conférence du désarmement à Genève a continué de s'affaiblir et a été empêchée de s'acquitter réellement de son mandat en tant que seule instance de négociations multilatérales sur le désarmement. Hormis les négociations sur une convention relative aux armes chimiques, maintenant à un stade avancé, les négociations sur d'autres questions ont été entravées par une absence de consensus. En fait, cette absence de consensus a pratiquement été transformée en une sorte de veto par certaines délégations, entravant toutes négociations sur des questions particulières. Même si un Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, qui n'est pas un organe de négociations, a été rétabli à la fin de la session d'été, après une interruption de sept ans, la Conférence n'a pu parvenir à un accord sur son prompt rétablissement l'année prochaine. Contrairement aux autres comités spéciaux, l'avenir de ce comité spécial est donc incertain. Néanmoins, l'interdiction des essais nucléaires demeure le point ayant la priorité absolue à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Tant que la

M. Azikiwe (Nigéria)

Conférence ne parviendra pas à surmonter ce problème, elle continuera d'être marquée par l'inaction et frappée de paralysie. La poursuite de l'objectif d'un traité d'interdiction complète des essais par l'intermédiaire de la Conférence d'amendement et de la question des garanties de sécurité négatives par l'intermédiaire de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires illustre la situation regrettable dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement et explique le fait que la poursuite de ces initiatives a lieu dans des instances extérieures à la Conférence du désarmement. Si elle devait persister, cette malheureuse manifestation de perte de confiance ne pourrait que porter atteinte à l'efficacité éventuelle de la Conférence du désarmement en tant que seul organe de négociations multilatérales.

La communauté internationale attend la conclusion d'une convention sur l'interdiction complète des armes chimiques. Les négociations, qui se sont étendues sur plus de deux décennies, ont atteint un stade critique où la volonté politique, plus que des percées techniques, s'impose maintenant pour leur assurer un aboutissement fructueux. A ce sujet, ma Délégation constate avec regret que, malgré les efforts extraordinaires du Président du Comité spécial des armes chimiques, la tendance positive qui a caractérisé les négociations l'année dernière ne s'est pas maintenue à la session de 1990 de la Conférence du désarmement. Plus particulièrement, de nouveaux éléments de division ont été introduits dans les négociations et ceux-ci pourraient avoir de graves conséquences non seulement pour les travaux futurs du Comité, mais aussi pour la Convention elle-même.

Ma délégation considère que la situation est alarmante, et nous appelons donc tous les Etats participant aux négociations à faire preuve de la coopération et de la souplesse nécessaires, ce qui est absolument essentiel aux progrès dans les négociations. La menace que constituent ces armes pour la paix et la sécurité internationales est très réelle et n'est surpassée que par la menace représentée par les armes nucléaires. Plus la convention sera adoptée rapidement, mieux cela vaudra pour nous tous. La Première Commission devrait donc s'exprimer très clairement sur la nécessité de conclure les négociations le plus tôt possible.

En résumé, le Nigéria invite la Première Commission, en tant que phare principal dans le domaine du désarmement, à prendre des initiatives audacieuses à cette session afin de proposer des solutions radicales aux questions de désarmement nucléaire. A maintes reprises, nous avons souligné que l'élément central de toute

M. Azikiwe (Nigéria)

réduction réelle de la prolifération nucléaire dans ses dimensions verticale, horizontale et qualitative est la conclusion immédiate d'un traité sur l'interdiction complète des essais. Cela est au coeur de tout le programme de désarmement nucléaire. Voilà pourquoi le Nigéria appuie pleinement les objectifs de la Conférence d'amendement prévue pour janvier 1991.

Nous espérons que les Etats Membres traduiront l'échec et les leçons de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en un succès à la Conférence d'amendement. Il est inutile de mettre en garde contre les graves conséquences mondiales pour le régime de non-prolifération nucléaire qui résulteraient de l'incapacité d'aboutir rapidement à une interdiction complète des essais nucléaires. Nous n'osons imaginer ce qui arriverait à la boîte de Pandore renfermant les tendances à la prolifération dans diverses parties du monde, qui cherchent à gagner l'air libre, si la prolifération nucléaire n'est pas immédiatement interdite à l'échelle globale. Nous demandons aux puissances nucléaires, et particulièrement aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires en 1991.

La question de la dénucléarisation de l'Afrique s'inscrit naturellement dans la problématique des efforts globaux de désarmement nucléaire par l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires dans diverses parties du monde en tant que remparts contre la prolifération. Nous, en Afrique, surveillons étroitement la tournure des événements en Afrique du Sud, qui a constamment entravé l'avènement de la dénucléarisation de l'Afrique depuis la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique adoptée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à sa réunion au sommet au Caire, en 1964. Nous approuvons les recommandations de la Commission du désarmement des Nations Unies sur la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud et ses conséquences sur la paix et la sécurité des Etats africains.

L'appel lancé à l'Afrique du Sud pour qu'elle adhère au Traité sur la non-prolifération et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique constitue la bonne approche. Nous nous réjouissons également de la demande faite au Secrétaire général d'aider les Etats africains de quelque manière que ce soit pour favoriser la pleine réalisation de la Déclaration de l'OUA et de la résolution 2033 (XX) de l'Assemblée générale adoptée le 3 décembre 1965, qui l'a fait sienne.

M. Azikiwe (Nigéria)

En outre, la recommandation de la Commission du désarmement demandant au Secrétaire général de suivre de plus près l'évolution de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et de faire rapport régulièrement à l'Assemblée générale à ce sujet complète les efforts de la Première Commission, ainsi qu'en témoigne la résolution 44/113 A et B de l'Assemblée générale, adoptée le 15 décembre 1989. Nous croyons que le rapport du Secrétaire général préparé par un groupe d'experts - qui devrait être publié sous peu pour examen par notre commission - sur l'assistance militaire que le régime d'apartheid sud-africain reçoit d'Israël et éventuellement d'autres sources sous forme de technologies de pointe pour la fabrication de missiles jettera quelque lumière sur le statut actuel du programme d'acquisition d'armes nucléaires par l'Afrique du Sud vis-à-vis la dénucléarisation de l'Afrique. En temps voulu, le Nigéria, de concert avec d'autres Etats africains, traitera de cette question et présentera des projets de résolution pertinents à la lumière des événements qui se sont produits depuis 1989, ainsi que des recommandations de la Commission du désarmement et du rapport du Secrétaire général.

Le désarmement classique doit également continuer d'être poursuivi énergiquement dans le contexte du désarmement mondial d'ensemble, car les armes classiques ont été utilisées dans près de 200 conflits armés dans les pays en développement depuis 1945, provoquant la mort de plus de 20 millions de personnes et la destruction de matériel pour des milliards de dollars. Afin de faciliter le désarmement classique, tant au niveau régional que mondial, les causes profondes des conflits et du recours aux armements classiques doivent être correctement étudiées et éliminées. A cet égard, le Nigéria invite la communauté internationale à garantir que la réduction des armes classiques en Europe n'équivaudra pas à déverser en Afrique et dans d'autres pays en développement des stocks d'armes classiques dégagées ou dont on ne veut plus, ce qui aurait pour effet d'assurer la paix et la sécurité dans le Nord tout en exportant les graines de la tension et de l'affrontement vers le Sud.

Ma délégation souhaite exprimer officiellement sa satisfaction quant aux activités du Département des affaires de désarmement, particulièrement au cours de l'année écoulée, sous la direction éclairée de M. Akashi, Secrétaire général adjoint du Département. Le séminaire régional qui s'est tenu à Arusha, en Tanzanie, en mars 1990, sur la prévention des crises et la solution des conflits en

M. Azikiwe (Nigéria)

Afrique, a été une importante contribution aux mesures de confiance et de renforcement de la sécurité dans notre région. Nous attendons avec intérêt que des activités similaires soient menées en 1991 conjointement à celles du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Nous félicitons également le Département pour ses contributions qui ont été exposées par M. Akashi dans sa déclaration à cette commission lundi 15 octobre dernier. Nous notons également avec satisfaction dans sa déclaration que le programme de bourses en matière de désarmement de cette année

"a invité des boursiers associés en provenance des deux parties de la Corée pour contribuer au relâchement de la tension en Asie du Nord-Est."

(A/C.1/45/PV.3, p. 66)

En conclusion, je voudrais attirer l'attention sur certains éléments contenus dans le projet de Déclaration adopté cette année par consensus par la Commission du désarmement faisant des années 90 la troisième décennie du désarmement - dont ma délégation a eu l'honneur de présider le Groupe de travail au mois de mai - et qui sera soumis à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale pour adoption. Ces éléments sont, premièrement, que la communauté internationale doit stimuler et renforcer la conscience que nous devons avoir des intérêts communs de notre société mondiale et de notre désir universel de réaliser le désarmement et de renforcer la paix et la sécurité internationales. Deuxièmement, les défis auxquels doit faire face aujourd'hui la communauté internationale sont énormes et exigent la volonté politique des Etats pour résoudre ces questions difficiles et complexes. Troisièmement, les efforts de désarmement bilatéraux et régionaux ne peuvent qu'être complémentaires et se soutenir mutuellement, mais ils ne devraient pas remplacer ou se substituer à la coopération multilatérale en faveur du désarmement sous l'égide des Nations Unies. Enfin, il convient d'encourager et de promouvoir les rôles d'une opinion publique bien informée et de l'éducation pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Il est du devoir de la Première Commission, à cette session, d'ériger ces piliers, et bien d'autres encore, afin d'assurer une paix et une sécurité durables, si l'on veut que le nouvel ordre international envisagé soit réalisé dans les années 90 et au-delà.

La séance est levée à 11 h 35.